



APPEL EUROPÉEN « REDONNER L'AMBITION POLITIQUE AU CHANGEMENT QUE NOUS VOULONS DÈS Rio+20 ! »

Basé sur l'exploitation à l'infini des ressources naturelles, notamment des énergies fossiles, de l'eau et de la biodiversité, notre modèle économique s'épuise, épuise les milieux naturels, accroît les inégalités et dégénère en crise systémique. Tout homme ou femme est aujourd'hui conscient-e de la nécessité de repenser le développement à l'échelle mondiale et la prochaine conférence de Rio+20, qui rassemblera en juin les dirigeants de la planète, les mouvements sociaux, la société civile, les medias et les collectivités peut être l'occasion d'impulser des changements fondamentaux au niveau global mais aussi local, dans les différentes régions du monde. Mais repliés sur des politiques individualistes de court terme et questionnés par le déplacement des hégémonies économiques, les Etats se montrent peu pressés et peu ambitieux pour le sommet. Et les dernières négociations intergouvernementales montrent qu'ils demeurent sourds aux propositions que fait la société civile qui veut voir ce rendez vous planétaire comme le point de départ d'une transition pour un monde plus juste, pour le bien être des populations, pour le renouveau de la confiance avec les institutions... pour une sortie de crises.

Face aux manques d'exigence de nos dirigeants nous appelons toutes et tous à demander que soient rehaussées les ambitions que nous voulons à l'échelle de l'humanité et particulièrement :

1. Garantir le droit à l'alimentation, à l'eau et au développement. Aucun sommet ne doit aujourd'hui reculer sur ces droits qui ont été signés par une majorité d'Etats et réaffirmés à plusieurs occasions, dont celle des forums de l'eau. L'argument avancé que la conférence de Rio est une opportunité de faire avancer la notion d'économie verte sous son angle investissement sans parallèlement traiter de l'accès aux services et biens essentiels, est irrecevable, car elle affirme la primauté d'une approche unique par le marché. Or la crise financière récente a montré toute l'importance de réintroduire la primauté du citoyen sur l'économie et la nécessité d'une régulation financière, économique et juridique.

2. Reconnaître l'existence de plusieurs modes de développement et stopper la marginalisation sociale croissante en investissant dans les services de base dont ont besoin les populations vulnérables, . Ainsi à titre d'exemple l'utilisation d'énergies renouvelables, les pratiques d'agroforesterie, les techniques simples de collecte, stockage et distribution de l'eau, sont autant d'approches pertinentes pour les 1,8 milliards de petits agriculteurs.

3. Réaffirmer l'existence des biens communs, qu'ils concernent les milieux naturel, l'immatériel technologique ou culturel, pour permettre l'accès de tous aux biens essentiels, reconnaître l'expertise des usagers et favoriser la gestion locale... Leur protection permet aussi d'éviter à la financiarisation de dupliquer ces effets néfastes sur de nouveaux secteurs et de déstructurer la relation de l'Homme à la nature, de transformer des services essentiels en simples marchandises, de pouvoir spéculer sur des conditions nécessaires au bien vivre.

4. Elaborer des trajectoires de transition écologique et sociale de toutes nos sociétés qui privilégient l'intérêt général, prennent en compte la contrainte sur les ressources dans la recherche d'un nouveau modèle d'organisation sociale et économique fondé sur l'optimisation des intrants utilisés, l'économie d'énergie, le recyclage, le développement de circuits-courts de production et de consommation, et des formes économiques circulaires. Dans cette optique une forte intégration sociale et territoriale est nécessaire et la recherche d'autres modes de satisfaction que la sur-consommation est à promouvoir.

5. Construire un socle universel de protection sociale, revaloriser le travail, accompagner les temps de formation, sécuriser les parcours professionnels et ouvrir à des emplois de qualité à l'échelle de la planète. Le dumping social doit cesser. Une transition juste ne peut s'ouvrir que si les acteurs répondent à leur responsabilité.

6. Reconnaître à la société civile citoyenne sa pleine place dans les négociations, les décisions sur les politiques publiques, les mises en œuvre locales. Pour Rio+20, les contributions que fait la société civile doivent se retrouver dans les textes de travail de la déclaration, elle doit avoir accès à l'ensemble de ces textes et elle doit pouvoir être présente dans les instances de négociation jusqu'au bout. La fermeture progressive des espaces de travail est anti démocratique et compromet l'esprit des Nations Unies. Nous rappelons que de nouvelles trajectoires de développement ne peuvent se construire que si la société civile forte de son expertise d'usage est incluse en amont des stratégies et si les conflits d'intérêts sont reconnus en toute transparence.

Rio+20 doit être le point de départ d'une transition à l'échelle planétaire mais aussi locale affirmant l'accès à une gouvernance mondiale démocratique. C'est aux sociétés civiles et à l'ensemble des mouvements que de pousser à y parvenir durant Rio+20, notamment au Sommet des Peuples, et depuis leur pays.

Le Collectif RIO+20

Contact : mgarcia@association4d.org

Signez l'appel sur le Blog du Collectif : www.collectif-france.rio20.net